

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 15 septembre 2025

Le fait marquant

Donald Trump en visite d'Etat au Royaume-Uni

Le président Donald Trump s'est rendu au Royaume-Uni dans le cadre d'une deuxième visite d'Etat les 17 et 18 septembre. La visite s'est accompagnée d'annonces très importantes d'investissements d'entreprises américaines (150 Mds£ au total), principalement dans la technologie et l'énergie nucléaire, venant soutenir un Tech Prosperity Deal (TPD) en cohérence avec la stratégie du gouvernement britannique de renforcement de sa relation avec les Etats-Unis sur ces sujets (*plus d'éléments dans nos prochaines Brèves numériques*). Les entreprises britanniques (GSK et BP en premier lieu) ont également annoncé d'importants investissements outre-atlantique. Aucun progrès n'a en revanche été enregistré concernant *l'Economic Prosperity Deal*, ni sur les produits pharmaceutiques, ni sur le whisky. Sur l'acier, si les Britanniques avaient espéré une suppression des droits de douane sur leurs exportations, la visite se termine avec un maintien de ces derniers à 25%, qui restent inférieurs aux 50% appliqués au reste du monde.

En matière nucléaire, le TPD prévoit également un approfondissement de la coopération bilatérale pour faciliter le déploiement de réacteurs avancés aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à l'export, des travaux entre régulateurs pour accélérer les procédures d'autorisation de nouveaux réacteurs, des politiques harmonisées pour favoriser l'émergence de la fusion nucléaire et une exploration du potentiel d'utilisation du nucléaire pour le transport maritime civil. Les deux pays réaffirment par ailleurs leur engagement à être indépendant de la Russie d'ici 2028 sur l'ensemble du cycle du combustible.

Energie-climat

Le *Transition Finance Council* publie son premier rapport

Dans son premier [rapport](#) depuis sa création en février 2025, le *Transition Finance Council* avance que le secteur de la « finance de transition », qui vise à accompagner la décarbonation d'activités fortement émettrices, représente une opportunité de croissance de 200 Md£ d'ici 2030, tandis que les secteurs liés à la transition ont cru trois fois plus vite que le reste de l'économie.

Cependant, le *Council*, qui rassemble 80 experts de la finance sous la présidence d'Alok Sharma (parlementaire britannique ancien président de la COP26), note qu'un volume important de capitaux tarde à se déployer du fait des difficultés à définir le périmètre et les paramètres de la « finance de transition », de l'incertitude entourant les politiques de décarbonation et le manque de viabilité commerciale de certains projets.

Il recommande au gouvernement d'adopter une démarche de planification de la transition pour l'ensemble de l'économie, d'aligner les mandats et les activités des institutions financières publiques sur la mobilisation du capital privé et de faciliter les parcours des investisseurs en créant notamment un portail regroupant toutes les aides publiques disponibles et les projets à la recherche d'investisseurs.

Le gouvernement publie des principes pour améliorer la confiance du public dans les nouvelles infrastructures

L'*Office for Science* a publié un corpus de [principes](#), inspirés de la littérature académique, pour aborder les enjeux sociaux de la modernisation du réseau électrique.

La construction de nouvelles infrastructures indispensables à la transition énergétique peut en effet susciter des oppositions au sein de la société et en premier lieu des communautés directement affectés par de nouveaux ouvrages.

Ces 8 principes visent à faciliter l'acceptation de ces ouvrages par le public. Parmi ces derniers, on retrouve la nécessité d'engager des consultations du public le plus tôt possible et en continu, la reconnaissance des émotions et des connaissances des groupes locaux, l'importance de ne pas antagoniser les oppositions par l'utilisation de termes dévalorisants, la nécessité d'aboutir à des compromis.

Transports

Coût des privatisations : une étude révèle que la privatisation de l'industrie a conduit à un transfert de 200 Md£ des ménages vers les actionnaires

Une étude du think-tank [Common Wealth](#) publiée le 16 septembre met en lumière les transferts financiers importants opérés à la suite des privatisations intervenues dans plusieurs secteurs au Royaume-Uni, dont le ferroviaire, les bus, l'eau, l'énergie et la poste.

Le rapport révèle ainsi que 193 Md£ de profits ont été versés aux actionnaires depuis 1991. Le rapport en interroge aussi la légitimité au regard du bilan insatisfaisant des privatisations en termes de qualité de service : plus d'un service commercial de bus sur cinq a disparu depuis 2019, et l'investissement dans le secteur de l'énergie (en part du PIB) a été divisé par deux entre la période de détention publique du secteur et sa privatisation.

Cette étude est susceptible de venir conforter l'opinion publique britannique qui, selon [YouGov](#), est devenue en majorité favorable à une détention publique des services publics au cours des sept dernières années.

Le Royaume-Uni élargit le nombre de véhicules éligibles aux aides à l'achat de véhicules électriques

Le 16 juillet, le [Gouvernement](#) a réintroduit des subventions allant de 1500£ à 3750£ pour les acquisitions de véhicules électriques neufs par des particuliers, ces aides ayant été supprimé en 2022 sous le gouvernement de Boris Johnson. Le dispositif bénéficie d'un financement à hauteur de 650M£ sur trois ans.

Les constructeurs français figurent en bonne place parmi les modèles éligibles, annoncés par vagues au cours de l'été : 13 modèles parmi les 28 sont produits par Stellantis, ainsi que 5 par Renault. Pour rappel, les véhicules chinois ne sont pas éligibles au dispositif car ils ne respectent pas les conditions environnementales fixées par le *Department for Transport*.

Ce dispositif a été critiqué par plusieurs parlementaires membres de la majorité travailliste en raison de l'inclusion de douze SUV électriques parmi les modèles éligibles aux subventions. Ces véhicules, dont le nombre dans les villes britanniques a été multiplié par dix en vingt ans, sont en outre plus accidentogènes, selon une étude du think-tank [Transport & Environnement](#).

Compte-rendu de la London International Shipping Week

La douzième édition de la *London International Shipping Week* s'est tenue du 15 au 19 septembre 2025, rassemblant des milliers de dirigeants politiques, industriels et financiers autour des enjeux du transport maritime mondial.

L'événement phare, la *LISW25 Headline Conference*, organisée au siège de l'Organisation maritime internationale (OMI), a rassemblé plus de 750 acteurs du secteur. Les débats ont porté sur la résilience d'un secteur fragmenté face aux enjeux globaux, soulignant la nécessité d'une coopération internationale renforcée en matière de sécurité, de décarbonation et d'innovation technologique.

C'est dans cette même salle de l'Assemblée de l'OMI que sera soumis au vote, le mois prochain, le *Net-Zero Framework*, première réglementation mondiale combinant normes de carburants et tarification des émissions pour conduire le transport maritime vers la neutralité carbone d'ici 2050. Ce cadre juridique, s'il n'est pas bloqué

par l'administration Trump, devrait entrer en vigueur à compter de 2027.

Sur le volet environnemental, le gouvernement britannique a par ailleurs annoncé, aux côtés de l'industrie, un plan d'investissement conjoint de 1,1 Md£ pour accélérer la décarbonation du secteur. Cette enveloppe comprend près de 450 M£ de fonds publics pour le programme UK SHORE, dédié au développement de navires électriques, de carburants alternatifs (hydrogène, ammoniac, méthanol) et de solutions d'éolien maritime. Les 700 M£ de capitaux privés annoncés, notamment par Peel Ports, Port of Tyne et NatPower Marine, permettront de moderniser les infrastructures portuaires et devraient créer plusieurs milliers d'emplois verts dans les villes côtières britanniques.

Sur le volet sécurité, le *World Shipping Council* a lancé un nouvel outil d'intelligence artificielle destiné à détecter les cargaisons mal déclarées (notamment de batteries au lithium), principale cause de l'augmentation des incendies en mer, qui ont atteint un niveau record en 2024. En scannant en temps réel des millions de réservations, ce système permettra d'identifier des schémas suspects et d'alerter les transporteurs. L'outil est soutenu par les assureurs maritimes et adopté par des compagnies représentant 70 % du fret conteneurisé mondial.

Industrie

AstraZeneca suspend un investissement de 200 M£ au Royaume-Uni

Le laboratoire pharmaceutique AstraZeneca a annoncé suspendre un projet d'investissement de 200 M£ prévu pour l'extension d'un centre de recherche à Cambridge. Après l'annonce de l'arrêt d'un projet d'investissement dans une usine de fabrication de vaccins à Liverpool en janvier dernier, cela signifie que sur les 650 M£ d'investissement initialement promis par AstraZeneca au Royaume-Uni en 2024, aucun n'aura finalement été réalisé.

Cette annonce s'inscrit dans le contexte d'un bras de fer entre le gouvernement britannique et l'industrie pharmaceutique quant au prix des médicaments payés par le NHS, relativement faible par rapport aux tarifs pratiqués dans le reste du monde. Le groupe Merck a ainsi également annoncé la semaine dernière l'annulation d'un projet d'investissement à Londres à hauteur de 1 Md£.

La menace brandie par Donald Trump d'imposer des droits de douane importants aux importations de médicaments a également conduit l'industrie à recibler ses investissements vers les Etats-Unis. AstraZeneca a ainsi annoncé un investissement se portant 50 Md\$ aux Etats-Unis en juillet et GSK un investissement de 30 Mds\$ sur 5 ans à l'occasion de la visite d'Etat du Président Trump cette semaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangé, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr